

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

9 mars 2012

**Contrairement à ce que prétend le candidat sortant,
la France n'a pas mieux résisté pendant la crise : elle a régressé**

Le candidat-sortant l'affirme du matin au soir : la France, sous sa présidence, s'en est moins mal sortie que ses partenaires européens et que les Etats-Unis pendant la crise. Non seulement la crise n'est pas terminée, mais hélas toutes les comparaisons montrent que notre pays, qui était dans le groupe de tête de l'UE il y a 5 ans, se positionne désormais au milieu du peloton.

1/ Durant le mandat Sarkozy, la France a perdu sa place parmi les nations leaders en Europe

Pour justifier son bilan, N. Sarkozy ne cesse de comparer la France à l'Espagne et au Portugal, pays fragilisés par des économies insuffisamment diversifiées ; à la Grèce dont le poids économique est sept fois inférieur au nôtre ; aux États-Unis et au Royaume-Uni, dont la faible protection sociale a provoqué et amplifié la crise.

Si l'on veut vraiment mesurer notre force, comparons-nous aux pays qui disposent des mêmes armes et des mêmes stratégies économiques ! Ces Etats se sont en général redressés plus rapidement et plus efficacement que nous pendant et après la crise :

Croissance

	Croissance cumulée 2008-2011	Prévision 2012
France	0,2%	0,6%
Allemagne	2,6%	0,8%
Pays-Bas	1,7%	0,5%
Belgique	2,7%	0,9%

Taux de chômage

	2007	2011	Variation 2007/2011
France	7,9%	9,7%	+1,8
Allemagne	8,3%	5,9%	-2,4
Pays-Bas	3,6%	4,4%	+1,2
Italie	6,1%	8,3%	+2,2

Source : Eurostat

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

Balance commerciale

% du PIB	2003	2011	Variation 2003-2011
France	+0,8%	-2,3%	-3,1
Allemagne	+1,9%	+4,9%	+3,0
Pays-Bas	+5,6%	+7,8%	+1,8
Zone euro	+0,5%	+0,1%	-0,4

Source : OCDE

Déficit public (% du PIB)

	2007	2009	2011
France	-2,7	-7,5	-5,7
Allemagne	0,2	-3,2	-1,2
Italie	-1,6	-5,4	-3,6
Pays-Bas	0,2	-5,5	-4,3
Zone euro	-0,7	-6,4	-4

Source : Eurostat

Les chiffres sont clairs :

sous Sarkozy la France n'a pas seulement été dégradée, elle a été déclassée.

2/ Le quinquennat Sarkozy fut celui de l'affaiblissement. Un second mènerait à l'effondrement

C'est vrai : distancée par ses voisins dès les premières éclaircies de la fin 2009, la France a connu une récession moins forte que la plupart de ses partenaires au coeur de la crise. Le candidat UMP explique que c'est grâce à sa politique : c'est faux.

Alors que le gouvernement Sarkozy-Fillon consacrait près de 5 Mds€ à la défiscalisation des heures supplémentaires pour quelque 275 000 salariés, l'Allemagne consacrait 6 Mds€ pour maintenir 1,5 millions de salariés en chômage partiel ou leur faire suivre une formation.

Le « plan de relance » français a été près de trois fois inférieur à celui qui fut engagé outre-Rhin. Résultat : pendant que l'économie française est au point mort, c'est l'Allemagne qui donne le ton en Europe.

Si la France n'a pas sombré dans la tempête, c'est uniquement grâce à la qualité de protection sociale et de ses services publics ; ces amortisseurs de crise que le candidat sortant appelle aujourd'hui à remettre en cause, par exemple en :

- ⤴ augmentant drastiquement tous les taux de TVA ;
- ⤴ décidant le gel des prestations sociales et la non indexation du barème de l'impôt sur le revenu ;
- ⤴ taxant les mutuelles ;

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

- ⤴ proposant de réduire de 10 Mds€ les dotations aux collectivités locales, fragilisant encore les services publics de proximité ;
- ⤴ voulant remettre en cause le système d'indemnisation du chômage à l'issue d'un improbable référendum sur les droits des chômeurs.

3/ Le candidat sortant a mis la France en mauvaise posture avant même le déclenchement de la crise financière : la loi TEPA, c'est juillet 2007 ; la chute de Lehman Brothers, c'est septembre 2008.

Personne ne nie la crise : elle a eu et a encore des conséquences lourdes pour les Français - conséquences d'autant plus terribles qu'elle n'avait pas été anticipée et qu'elle a été vite oubliée par la droite :

- ⤴ **Avant la crise : des milliards de cadeaux fiscaux distribués à quelques clientèles**
- **50 Mds€ dilapidés dans une la loi TEPA (juillet 2007) qui a bénéficié pour les trois quarts aux plus hauts revenus : abaissement du bouclier fiscal à 50% des revenus avec intégration de la CSG et la CRDS ; déductibilité des intérêts d'emprunts ; défiscalisation des heures supplémentaires qui a détruit 70 000 emplois selon l'OFCE**
- **12 Mds€ d'euros offerts aux 10% des ménages percevant les héritages les plus élevés pour alléger leurs droits de succession (juillet 2007)**
- ⤴ **Pendant et après la crise : tout change parce que rien ne change :**
- ⤴ **2,5 Mds€ par an de baisse de la TVA dans la restauration (juin 2009)**
- ⤴ **1,8 Mds€ de réduction de l'ISF (juillet 2011) pour 300 000 foyers dont le patrimoine dépasse 1,7 M€.**

*L'exploit, ce n'est pas que la France ait résisté à la crise,
mais que notre modèle social ait survécu à 10 ans de droite au pouvoir.*